

Le renouvellement de la pensée économique et
la crise des années 1930 :
le découplage théorie économique / politique économique

Jean-François Ponsot, Michel Rocca

Cahier de recherche du Creg, n° 2013.01

Avril 2013

Jean-François Ponsot
CREG – Univ. Grenoble Alpes
jfponsot@yahoo.fr

Michel Rocca
CREG – Univ. Grenoble Alpes
michel.rocca@upmf-grenoble.fr

Le renouvellement de la pensée économique et la crise des années 1930 : le découplage théorie économique / politique économique¹

Résumé

La recherche s'intéresse à l'évolution de la pensée économique lorsqu'elle est confrontée à une grave crise économique et à son influence sur les politiques de sortie de crise. Il prend pour objet d'étude la crise des années 1930. Nous relativisons la vision kuhnnienne selon laquelle la crise induirait l'émergence spontanée d'un nouveau paradigme qui influencerait la mise en œuvre de politiques de sortie de crise innovantes (hétérodoxes). La crise conduit plutôt à un découplage théorie économique / politique économique complexe s'appuyant sur la concomitance de trois dynamiques à l'œuvre : renouvellement lent de la pensée standard, émergence d'éléments théoriques hétérodoxes (la « révolution keynésienne ») et mise en action de politiques publiques innovantes guidées par le pragmatisme des policy makers (le New Deal de Roosevelt). Le nouveau « paradigme », à supposer qu'il existe, n'est que le résultat de ces trois dynamiques.

Mots-clés : Crise, histoire de la pensée économique, Keynes, New Deal

JEL:

N42 - Government, War, Law, International Relations, and Regulation - U.S.; Canada: 1913–

H12 - Crisis Management

B22 - History of Economic Thought since 1925 - Macroeconomics

A12 - Relation of Economics to Other Disciplines

H50 - National Government Expenditures and Related Policies – General

¹ Les auteurs remercient les participants de la session du *XIV^{ème} Colloque de l'Association Charles Gide pour l'étude de la pensée économique*, Nice, 7-9 juin 2012 (en particulier E. Bosserelle, P. Bridel, P. Dockès et R. Tortajada) qui, à travers leurs commentaires et critiques constructives ont permis d'enrichir le papier original.

INTRODUCTION : LA CRISE ET LES « MOUVEMENTS » DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE

Au moment de l'éclatement des crises de grande envergure, la question de l'efficacité de la pensée économique est naturellement posée : l'économiste est interpellé sur l'utilité de son savoir pour la marche de la société. Inaugurant un nouvel immeuble de la *London School of Economics* en novembre 2008, la reine d'Angleterre déclare ainsi « *c'est affreux, si les choses étaient aussi graves, comment se fait-il que personne ne les ait vu venir ?* ». Directeur de Recherche à la prestigieuse institution, Mr Garicano répond à cette question de bon sens en éclairant au fond sur la conception de la grande majorité des économistes de profession : « *à chaque étape, quelqu'un comptait sur quelqu'un d'autre, et tout le monde croyait qu'il faisait ce qu'il fallait* ».

Les termes de la réponse permettent de situer les difficultés à faire fonctionner une économie à partir des enseignements de la pensée économique dominante. Chacun fait sans que nul ne se charge d'articuler les parties au tout et, donc, nul n'a vu la gravité des enchaînements à l'oeuvre. Et chacun croit faire bien parce qu'il se conforme à une croyance. Ici, l'efficacité des marchés trouve son expression suprême. Avancées par de nombreux rapports (Fitoussi, Guesnerie), mouvements (post-autistics, économistes atterrés) et associations (AFEP), les impasses de la forme contemporaine de la discipline économique trouvent ici une illustration exemplaire : faible inscription dans le réel, excès du recours à la formalisation mathématique des phénomènes, sciences éthérées qui rompt avec les sciences sociales. Mais en période de croissance même fragile, les cassandres ne peuvent être entendus surtout s'ils ne reconnaissent pas une suprématie intellectuelle à l'axiomatique dominante. Au fond, l'économie fonctionne et donc le corps de doctrines sur lequel elle s'appuie (la science « normale » au sens de Kuhn) n'est pas fondamentalement remis en cause. Performatif, il est susceptible de servir de guide et de caution.

Passées les affres de la Reine d'Angleterre, la question de l'insuffisante pertinence de la pensée économique reste cependant entière. Comme le notait déjà la préface de l'ouvrage de G. Haberler en 1943, « *nos connaissances sont-elles aujourd'hui suffisantes pour nous permettre d'éviter les grandes dépressions ?* ». Si la question est récurrente, elle est singulièrement posée au moment de l'éclatement des crises d'envergure : une pensée scientifique peut-elle être renouvelée par l'effet de la crise ? Si oui, par quels mécanismes ?

En revenant aux enseignements fondamentaux de l'histoire des sciences moderne, trois possibilités² se font concurrence pour servir de guide à l'explication de cet éventuel renouvellement.

En revenant à l'apport principal de K. Popper, il est possible de raisonner en termes de « réfutabilité » d'une théorie - un « *système scientifique* » selon les termes de Popper (1973) : parce qu'aucune proposition théorique ne peut être vérifiée positivement par l'expérience, la seule possibilité est de soumettre les théories à des tests expérimentaux destinés à prouver qu'elles sont fausses. Car, « [...] un système faisant partie de la science doit pouvoir être réfuté par l'expérience » (Popper, 1973, p 37).

Malgré sa notoriété, cette notion de « réfutabilité » n'est pourtant pas totalement adaptée à une explication de l'évolution historique de la pensée économique pour au moins deux raisons principales. Cette conception laisse entendre que l'évolution de la pensée scientifique résulterait principalement de la confrontation de postures de « criticisme rationnel » qui permettraient par élimination de faire avancer la pensée. La pensée démasquée étant rejetée. Or, il est plus fréquent de constater « un certain dogmatisme qui fait que les savants s'accrochent à leur système de pensée tant qu'ils ne sont pas convaincus qu'un autre peut le remplacer avec profit » (Di Ruzza, 1988, p.90). En outre, Popper suppose que la pensée falsifiée est, de facto, rejetée. Il n'est pas besoin de longues observations pour constater que des axiomatiques maintes fois prises en défaut perdurent dans le débat scientifique.

Adoptant mais tentant de perfectionner le raisonnement de Popper, Lakatos insiste justement sur l'influence de cette dimension socio-politique des communautés de savants sur le mouvement de la pensée scientifique : la résistance d'un système de pensée tient davantage à la dynamique de groupe de ses « supporters » qu'à la rationalité d'une réfutation. Dans la *Méthodologie des programmes de recherche*, Lakatos en déduit d'ailleurs que l'évolution des systèmes de pensée tient principalement à un déplacement « progressif » (Lakatos, 1978, p.52) des problèmes que les programmes sont plus ou moins susceptibles d'expliquer. Une théorie dégénère (et non est rejetée) dès lors qu'elle ne peut, de part son axiomatique, rendre compte des faits. L'intérêt de l'approche est d'insister sur le caractère central du couplage faits/théories dans le développement, l'extinction mais surtout le remplacement des « programmes de recherche ».

² Nous ne reprenons pas ici l'apport de P. Feyerabend qui considère, assez ironiquement, que l'évolution des sciences ne peut vraiment s'expliquer par des raisonnements rationnels : chaque fois qu'une théorie dominante est remise en cause, voire « réfutée », le résultat est qu'elle renforce sa domination. Dès lors, comme le rappelle Di Ruzza (1988, p.91) : « Son renversement et son remplacement par une autre théorie ne sont possibles qu'au moyen de la ruse, de la malhonnêteté, la révolte illogique ».

La conception de l'évolution de la pensée scientifique de T.S. Kuhn semble, en définitive, la plus équilibrée tant elle permet par la notion de « paradigme » de dépasser à la fois la particularité d'un raisonnement poppérien de la réfutabilité trop lié au cas très particulier de la « science d'Einstein » par rapport à la crise de la physique mais aussi d'intégrer, à côté du criticisme logique, l'influence de la dimension socio-politique des jeux collectifs des savants. Ce que Lakatos rappelle magistralement en considérant que « la vérité repose sur le pouvoir » (Lakatos, 1978, p.93).

Permettant d'élargir le raisonnement aux mouvements de l'ensemble des sciences, le paradigme (parfois nommé « matrice disciplinaire ») est certes une catégorie que Kuhn lui-même considère comme imprécise. On considèrera ici l'acceptation la plus opérationnelle pour le débat sur l'évolution de la pensée qui renvoie à « l'ensemble des croyances, des valeurs reconnues et des techniques qui sont communes à un groupe donné ».

Cette acception permet d'énoncer la première partie de l'idée explorée par cet article selon laquelle le mouvement de la pensée économique se ferait selon un modèle paradigmatique à la Kuhn : avec la crise, une pensée économique renouvelée émerge et, pour le moins, s'impose. Pour reprendre un vocabulaire kuhnien de présentation du « *cycle scientifique* », « *l'anomalie* » que constitue la crise met en difficulté une science « normale » en lui opposant « *une énigme scientifique* ». Une crise s'installe dès lors dans la pensée scientifique. Cette crise sera dépassée par le dépassement des problèmes posés et l'adoption d'un nouveau « cadre » de pensée : un nouveau paradigme.

Au fond, cette explication du renouvellement de la pensée économique traverse, assez naturellement, la représentation profonde de la construction des savoirs en économie qu'a la profession. L'idée de la « *révolution keynésienne* » -minorant d'ailleurs nombres d'auteurs- est, en ce sens, enseignée aux lycéens dans ces termes (Néré, 1989). La crise des années 1930 et les stratégies de lutte contre cette crise auraient ainsi ouvert la voie à la pensée keynésienne. La crise remettrait en cause des enseignements installés par une orthodoxie de la pensée qui se voit obligée de composer avec les apports d'hétérodoxies. Sur le champ des recherches sur les cycles, c'est ainsi aussi que la crise des années 1930 est supposée avoir mis un terme quasi-définitif aux analyses cycliques de première génération coupables d'avoir mal anticipé la crise et ouvre la voie à la définition empirique du cycle que développera le NBER (Sigogne, Riches, 1994).

Cet article montre que cette idée de renouvellement des théories induit par l'échec de compréhension de « *l'anomalie* » qu'est la conjoncture de crise est globalement recevable du point de vue de l'histoire longue de la pensée économique. Le moment des graves crises financières associées à des grandes dépressions est un moment propice aux remises en cause qui feront les refondations théoriques ultérieures. Par exemple, l'approche en termes de régulation s'installe ainsi

à la fin des années 1970 en faisant l'hypothèse que les grandes dépressions se comprennent plus comme une insuffisance des débouchés (suraccumulation relative) liée à une désarticulation des rythmes de la productivité par rapport à ceux de la demande plutôt qu'en termes de désajustements conjoncturels ou en termes, plus marxistes, de blocages des conditions de l'exploitation (Boyer, 1979). Des idées nouvelles tendent en fait à s'imposer face à des approches qui perdent en influence. Mais, au fond, l'enseignement n'émerge que près d'un demi-siècle plus tard. L'idée d'une rythmique des « *révolutions scientifiques* » à la Kuhn suppose donc d'intégrer non seulement les décalages temporels mais aussi les aléas qui font que toute mise en échec d'une « science normale » ne débouche pas nécessairement sur l'adoption d'un nouveau paradigme.

Deuxième partie de l'idée explorée par cet article, cette conception paradigmatique (vs incrémentale par un criticisme rationnel de la réfutation) de l'évolution de la pensée économique a donc besoin d'être relativisée et précisée.

Relativisée, car au-delà des crises et des échecs de politique économique, la théorie a d'abord son propre rythme de changement comme le rappelle par exemple Bell et Kristoll (1986) avec l'exemple de l'échec de la « grande synthèse néoclassique » proposée par Arrow et Hahn. Ensuite, la théorie ne change que très lentement, mais surtout selon des chemins assez tortueux. C'est surtout le rejet de l'acceptation de la théorie dominante échouant qui laisse aussi un certain pragmatisme de l'action jouer ; pragmatisme éventuellement réinterprété beaucoup plus tard (cf. les travaux sur l'expérience Roosevelt de 1933 menés par B. Gazier³). Enfin, la crise d'envergure n'amène pas nécessairement l'économiste à changer de manière de penser : certains économistes ne voient pas les évolutions des années 2007-2008 comme une crise mais comme un simple dérèglement lié à des excès. L'historien-économiste J. Marseille (2010) est si proche de cette conception qu'il rappelle d'ailleurs étrangement les positions de H. Hoover au début des années 1930 (Heffe, 1991).

Cette idée de renouvellement a surtout besoin d'être précisée afin de montrer que le processus n'est ni simple, ni automatique, ni vraiment binaire (échec / adoption). Ce processus recouvre un ensemble d'hésitations de la discussion théorique et de rapports complexes aux faits. Aussi, la méthode retenue s'inscrit donc dans une démarche combinant à la fois histoire de la pensée économique et histoire des faits économiques et sociaux. Histoire de la pensée car nous mettons en évidence comment la science économique a été amenée à évoluer face à crise. Une évolution dans la douleur, tant du côté de la pensée orthodoxe mise sous pression par les événements nouveaux, que du côté de la pensée hétérodoxe qui a du mal à s'imposer. Histoire des faits car ce sont eux qui par

³ Voir Gazier (1989, pp.79-81).

leur caractère exceptionnel et brutal sont à l'origine du découplage entre théorie économique et politique économique. Ils obligent le *policy maker* à mettre en œuvre de politiques de crise qui sortent de l'ordinaire. Le *policy maker* ne peut pas attendre, il doit agir, il devient pragmatique, alors même que la science économique entreprend une longue et douloureuse phase de recomposition.

La crise des années 1930 constitue une parfaite illustration de ce découplage entre théorie économique et politique économique. La première partie revient sur la difficile articulation entre pensée économique et action publique au moment de la crise des années 1930, plus particulièrement dans le contexte du New Deal. La seconde partie se polarise sur l'émergence et l'influence de la nouvelle théorie en gestation qui exercera le plus d'influence sur la science économique et les politiques économiques après la crise et la seconde guerre mondiale : la théorie de John Maynard Keynes. Cela permettra de mettre en évidence la thèse centrale développée dans cet article : l'idée du renouvellement spontané de la pensée économique face à la crise a besoin d'être nuancée car elle recouvre un ensemble complexe d'hésitations de la discussion théorique.

Cet article montre, en effet, que différents mouvements de la pensée et des actes de politiques économiques cohabitent et finissent par donner un rythme à ce renouvellement. Le regard rétrospectif sur le débat intellectuel des années 1930 permettra alors de distinguer trois mouvements qui marquent l'évolution de la pensée économique. Premier mouvement, les économistes des années 1930 sont assez peu surpris par l'éclatement de la crise et « calent » d'emblée leurs diagnostics sur des observations assez factuelles. Ils se mobilisent sur un plan analytique en opérant une forte réactivation des appareillages théoriques de la période : en tant que « science normale », l'ensemble des approches cycliques est mobilisé. Deuxième mouvement, certains se lancent dans des essais de recomposition et de propositions qui, à court terme, ne parviennent pas à convaincre et font même l'objet d'un dénigrement extrêmement violent. Néanmoins, ce sont ces essais qui sous des formes perfectionnées permettront au champ théorique de la discipline d'élargir son appareillage en acceptant, dans le cas de la crise des années 1930, l'apport de la pensée keynésienne. La situation intellectuelle de J.M. Keynes dans cette période épouse, d'ailleurs, cette schématique des mouvements complexes. Nous montrons que l'auteur de la Théorie Générale ne parvient à imposer ses idées qu'à l'issue d'une rupture difficile avec les idées dominantes et d'un décalage dans le temps qui verra, sa « vision différente » reconnue bien après que la crise ne soit achevée. Troisième mouvement, des politiques innovantes de réaction à la crise se mettent en place proposant ainsi une « *initiation* » (Rosier et Dockes, 1988, p.180) à de nouvelles idées telles que l'intervention étatique sur l'économie.

I/ PENSEE ET ACTIONS ECONOMIQUES DANS LES ANNEES 1930 : RETOUR SUR L'EXPERIENCE DU NEW-DEAL

Cette partie revient dans un premier temps sur la réaction des économistes orthodoxes face à l'entrée en crise : la posture intellectuelle et le mouvement de réactivation des appareillages théoriques sont détaillés pour montrer que si les habituelles recettes libérales conseillées demeurent, l'enseignement théorique évolue déjà. Dans un second temps, les arguments de rejet des propositions hétérodoxes en formation sont précisés en montrant qu'en parallèle se développe, sans rapport bien établi aux doctrines économiques, des politiques étatiques très pragmatiques car « nécessaires », au sens de Gramsci, face à l'enfoncement dans la crise.

A chaque temps, l'évolution de la pensée des auteurs cyclistes retracée par G. Haberler, seul théoricien de cette pensée (Deblock, 2000), et l'évolution de la pensée de Schumpeter dans l'entre-deux-guerres seront utilisés comme guide pour cette discussion.

A/ APRES 1929, LA STIGMATISATION DES EXCES DE LA FINANCE ET LA « RELECTURE » CYCLIQUE

Les économistes de l'entre-deux-guerres ne sont pas vraiment surpris par la rupture d'octobre 1929. Leur clairvoyance « à chaud » reste toutefois très relative : ils ne perçoivent que la partie émergée des phénomènes de crise et sont de prime abord davantage aveuglés par « les excès » que par des transformations structurelles qui indiquent déjà qu'il s'agit d'autre chose que d'une fluctuation autour de la position d'équilibre. L'analyse de la crise de 1929 en termes « d'excès » des spéculateurs, de l'endettement mais aussi de l'Etat est notamment portée par le célèbre ouvrage de L. Robbins en 1935 (Robbins, 1935). Cette focalisation sur les excès propres aux conjonctures de crise est d'ailleurs une constante chez des économistes fascinés par le choc financier et ses données vertigineuses (Rocca, 2010).

En conjoncturistes, les économistes des années 1930 formulent, cependant, des observations pertinentes. Ils conviennent que la croissance des années 1922-1929 (Etats-Unis 4,8%, France 5,8%, Allemagne 5,7%) est en définitive très fragile. Elle repose en particulier sur des bases de financement de l'économie qui laissent penser que le dépassement de la crise de 1921 reste incomplet (*pathwork* monétaire) et cela malgré les tentatives de la Conférence de Gênes. Le retour à l'étalon-or conduisait à de choix de parité très contestables et peu coordonnés, les poussées inflationnistes restaient très

préoccupantes et les mouvements de capitaux étaient très volatils. Mais, ils ne perçoivent qu'après coup les signes annonciateurs de la profonde dépression (Néré, 1989, p 16) : les baisses de la construction de logements, le ralentissement de la consommation qui augmentent les stocks sont autant de marqueurs occultés par l'énorme développement de la spéculation boursière (Topalov, 1988).

L'analyse économique se fixe centralement sur les « *imprudences* » liées aux excès de confiance de la période de prospérité des années 1920. En particulier, ils s'inquiètent aux Etats-Unis de la systématisation des techniques d'achat « *à la marge* » dès 1928 et des prêts aux brookers (multipliés par deux entre 1927 et 1929) (Fischer, 1988, p 178). Ils s'inquiètent également de la montée des crédits à la consommation sur les biens durables (80% des meubles sont acquis à crédit).

Cette fixation sur les imprudences ne conduit évidemment pas aux remises en cause des apports des modélisations théoriques jusque là développés. Et, au fond il ne peut en être autrement : l'économiste ne peut produire une « nouvelle » théorie des crises simplement parce quelques faits lui semblent anormaux du point de vue des schémas intellectuels couramment admis. En pratique, les principaux courants théoriques de l'analyse des cycles vont d'ailleurs développés une analyse de la crise ouverte en 1929 très inspirée de l'axiomatique cyclique. Plus précisément, la posture de l'orthodoxie de l'époque est triple : une *réactivation* de l'axiomatique, une *minoration* des enseignements mais une *prescription très libérale* adressée au policy maker.

La « *réactivation* » se traduit par le fait que la crise qui éclate en octobre 1929 est interprétée d'une manière assez conventionnelle, c'est-à-dire en mobilisant les appareillages scientifiquement validés au cours des années 1910-1920 (Mitchell, 1913). Le débat scientifique est donc animé par la traditionnelle question des analyses cycliques des mouvements économiques : quelle est la durée du cycle qui s'ouvre ?

La réflexion de Schumpeter au moment de l'effondrement de 1929 est d'ailleurs très marquée par la vision cyclique (Potier, 2012, Bosserelle, 2012). Dans une communication au colloque annuel de l'*American Economic Association*, Schumpeter présente un schéma à trois cycles – *long waves*, Juglar et cycle de 40 mois. Il considère que l'économie est dans une phase descendante de ces cycles et que l'aggravation tient à des « facteurs externes » tels que la crise agricole générale ou le *Golden Act* de 1925 en Angleterre (Schumpeter, 1931). Cette conception sera reprise et développée par Schumpeter une première fois en 1935 puis à nouveau dans *Business Cycles* en 1939. Dans cette dernière contribution, il détaille l'emboîtement des différents types de cycles et explique la dépression de 1930 par le fait que les trois cycles sont en phase (Schumpeter, 1939). Dès lors, la gravité de cette dépression (baisse de 46 % de la production industrielle, de 30% des prix et de 75 %

de la production de biens d'équipement) s'explique par une superposition des cycles dans un contexte d'endettement excessif des firmes et de « changements politiques » en Europe.

Cette voie d'interprétation par les cycles s'explique au premier chef par la pression des événements : 1935 est postérieur au Krach de 1929 et antérieur à l'inflexion de 1935-1937 aux Etats-Unis. L'idée d'une dépression longue avec rechute n'est naturellement pas envisagée même si les premières interrogations « stagnationnistes » sont déjà formulées aux Etats-Unis. Ce réflexe conceptuel de la discipline académique face à une crise induit une posture théorique assez ambivalente : reconnaître la gravité inédite de la période 1929-1932 tout en sollicitant un corps de doctrine élaboré dans la seconde partie du 19^{ème} siècle (Juglar en 1863) et défendant l'idée de régularité dans la reproduction et le déroulement des fluctuations économiques. Les économistes sont donc assez unanimes à reconnaître le caractère historique de la crise des années 1930 tant les montants en jeu sont d'ampleur inédite et les conséquences brutales au regard de la période dite aux Etats-Unis de « Prosperity » (1921-1929) (Goronwy, 1972). Cette unanimité du point de vue tient essentiellement au fait que les crises de la deuxième partie du XIX siècle en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis étaient déjà lointaines, n'avaient pas eu d'ampleur catastrophique et avaient, au fond, été interprétés comme des contractions de « cycles des affaires » aux conséquences très localisées. A l'instar de Schumpeter, les économistes interprètent donc cette crise qui éclate comme sensiblement différente du fait de sa gravité et de son caractère beaucoup plus internationalement diffusé mais au fond analogue du point de vue de ses mécanismes.

La plupart des contributions scientifiques des années 1930 réinterrogent d'ailleurs les grandes traditions de l'analyse cyclique en vue de montrer leur pertinence dans ce nouveau contexte (Kuznets, 1935). Les théories monétaires, de la surcapitalisation, de la sous-consommation et les théories psychologiques du cycle sont systématiquement passées en revue afin de démontrer leur solidité qui va jusqu'à parfois leurs éventuelles complémentarités (Tinbergen, 1939).

Ce retour vers l'analyse cyclique débouche toutefois sur une *minoration* des enseignements que peut porter ce courant théorique. Dans la version de 1943 du rapport que G. Haberler rédige sur les analyses en termes de cycles, il est par exemple intéressant de constater que cette tendance à la minoration des enseignements cycliques sur l'analyse de la crise est également constatée chez A. Spiethoff, représentant emblématique de la tradition Tougan-Baranowsky des cycles et inspirateur principal de Wicksell (Haberler, 1943, p 80-81).

Principal promoteur de la théorie purement monétaire du cycle économique (le mouvement de l'argent est la cause unique et exclusive des variations de l'activité économique), R.G. Hawtrey modifie également dès 1931 l'analyse qu'il formulait en 1928. Dans *Trade Depression and the Way*

out notamment, il estime toujours qu'il est rare « [...] *qu'une politique d'argent bon marché ne réussisse pas à déterminer une reprise* » mais admet que « [...] *depuis 1930, une telle situation afflige le monde et a soulevé des problèmes qui ont risqué de détruire les fondements même de la civilisation* ». Pour sa part, G. Cassel (théorie de la surcapitalisation) revient explicitement en 1936 (Cassel, 1936) sur le propos du début des années 1920 (Cassel 1923). Il adopte une explication de la crise intégrant des éléments monétaires alors qu'initialement « *c'était le développement excessif des investissements dans les industries de biens d'équipement qui était la seule source de la crise* ». Si le repli sur la doctrine cyclique est très spectaculaire, il se traduit en définitive par un réajustement de l'apport théorique mais aussi par une liquidation : la période sera fatale à la première génération de cette tradition de pensée, c'est-à-dire les approches théoriques du cycle, au profit d'une approche plus technique et statistique.

Cette réactivation des approches orthodoxes pour l'époque a toutefois des visées plus profondes que l'on découvre au fil de l'ouvrage d'Haberler dans ses versions de 1937 et 1943. La *prescription libérale* est impérative face à la crise (1937) : « *laisser les salaires et les prix baisser si l'on veut éviter un accroissement du chômage et un recul de la production* » ... « *une politique de soutien des salaires nominaux [...] étant très dangereuse* » (pp.459-460). Cette constante des recettes libérales de l'ajustement (baisser les salaires pour rétablir les conditions de l'offre) s'accompagne d'une farouche confrontation scientifique avec les propositions hétérodoxes en formation. Cette conception est d'ailleurs largement partagée dès lors que l'analyse est appuyée par une conception cyclique des mouvements économiques. Considérant au fond que la reprise doit venir d'elle-même (d'où sa critique du New-Deal en 1939), Schumpeter considèrera régulièrement dès 1934 que la politique budgétaire ne doit pas décourager l'épargne, que l'impôt progressif entrave l'initiative et que les politiques de cheap-money dans les dépressions sont inappropriées (critique des théories de la sous-consommation).

B/ DANS LA CONJONCTURE DE CRISE, LE REJET DES INTUITIONS HÉTÉRODOXES ET L'OUVERTURE DES POLITIQUES INNOVANTES

La troisième version de l'ouvrage de G. Haberler (1943) n'est pas seulement exemplaire par ses prescriptions fondées par la théorie des cycles. Cette version offre en effet une partie nouvelle entièrement consacrée à l'examen critique- du multiplicateur de J.M. Keynes (partie qui fait d'ailleurs échos au chapitre 8 déjà sévère sur la Théorie Générale de 1936). Il est en fait dressé un véritable

réquisitoire qui consacre un tiers de l'ouvrage au caractère approximatif d'une analyse très vaguement dynamique. Si les critiques formulées listent méthodiquement (presque fastidieusement) des imprécisions, insuffisantes explications voire inexactitudes ou confusions du raisonnement de J.M. Keynes et des tenants du multiplicateur, elles débouchent sur un ciblage de ce que doit être le champ d'une l'approche scientifique en économie : ne pas s'autoriser de « *considérations extra-économiques* » (p 459) en indiquant ce que pourrait être une intervention de l'Etat. Le fond du débat des années 1930 est dévoilé : la place de l'Etat dans l'économie.

Si la réaction intellectuelle des économistes cyclistes face à la crise américaine des années 1930 est donc très dédaigneuse de la pensée keynésienne mais également pré-keynésienne (R.F. Khan, J.M. Clark), elle amène surtout à poser la question de l'interventionnisme étatique et de sa légitimité. Schumpeter systématisera ainsi en 1939 sa critique des deux New-Deals en considérant que les principales lois alors adoptées (*Agricultural Adjustment Act* et *National Industrial Recovery Act*) instaurent une cartellisation de l'économie américaine.

L'opposition des conceptions peut en définitive se résumer à une interrogation très binaire : l'Etat est-il la cause ou le remède à la crise ? Nombre de contributions d'économistes relatives à la période 1929-1935 aux Etats-Unis stigmatisent en effet l'expérience du New Deal (1933-1935) au nom de son inefficacité mais surtout de son caractère inapproprié. Ces contributions n'ont d'ailleurs jamais cessé et sont même fortement relancées par la crise actuelle notamment aux Etats-Unis (Shlaes, 2008). Dans les années 1930, c'est la question plus politique du *planisme* (Robbins) mais surtout de *l'économie dirigée* qui est posée comme possible voie d'issue à la crise qui, dès lors, peut apparaître dans le débat comme étant celle d'un régime capitaliste mais également celle du régime lui même.

Avec beaucoup de pragmatisme, des évolutions sensibles de la pensée vont, en fait, se dessiner dans le paysage intellectuel dès lors que le point bas de la crise est dépassé (mars-octobre 1933 aux Etats-Unis). Ces évolutions ne sont pas pensées sur un plan théorique : aucune pensée renouvelée ne vient justifier des actions innovantes de politiques économiques. En particulier, ces évolutions n'empruntent pas à l'approche par la multiplication énoncée par le chapitre X de la Théorie Générale qui peine à convaincre avant-guerre (Peyrega, 1943). Le chemin de renouvellement passe plutôt l'émergence de pratiques étatiques de lutte contre les effets dévastateurs de la crise qui feront, beaucoup plus tard, l'objet de théorisations. Plus profondément, un certain discrédit, voire rejet des économistes conduit à une mise en veilleuse de leurs discours. Cette mise en veilleuse laisse ainsi place à l'action des politiques de crise qui montrent trois tendances : la revanche, l'initiative et la discipline.

La *revanche* du « *common man* », selon l'expression reprise par B. Gazier, est très forte aux Etats-Unis. Ce retour est d'abord lié au rejet violent des dogmes économiques ambiants mais aussi des hommes du passé qui, par aveuglement, ont amené le désastre. Et, ce désastre est celui de la société. Il faut dire que les interventions de politique économique de Hoover sur la période 1928-1932 avaient été marquées par un très fort souci de respect de l'orthodoxie qui ne fit que favoriser l'enchaînement déflationniste : légères baisses d'impôt en vue de soutenir le pouvoir d'achat, quelques injections monétaires par l'*open-market* pour soulager les difficultés bancaires, action contra-cyclique du budget fédéral⁴ et de très nombreuses déclarations rassurantes faisant référence à la confiance qu'il convient d'avoir pour retrouver la prospérité (Goronwy, 1972). Les *raisins de la colère* ont montré le désastre social et humain de l'année 1933 aux Etats-Unis. On sait mieux aujourd'hui que les émeutes dans les grandes villes américaines suite aux mesures déflationnistes (d'ailleurs engagées dans la plupart des pays) témoignaient aussi d'une misère sociale extrêmement profonde et généralisée où, par exemple, les sans-logis mourraient du scorbut à New-York.

Ce retour du « *common man* » se traduit par une volonté explicite de pragmatisme dans l'action de l'administration Roosevelt⁵. C'est d'ailleurs ce point qui est critiqué par les économistes libéraux mais plus largement par l'ensemble des analystes comme le montre les chroniques au mieux sceptiques que tient la Revue des Annales en France (Hutter, 1939). L'approche par l'action politique sur l'économie l'emporte, dans ce moment de la crise, sur les controverses pour un respect plus ou moins strict des doctrines (Lascaux, 1935).

L'arrivée de Roosevelt n'est donc pas synonyme du basculement dans une politique de déficit budgétaire et de relance tous azimuts. Elle s'accompagne d'ailleurs de la méfiance envers J.M. Keynes qui au cours des rares entretiens qu'il a avec Roosevelt inquiète par son insistance sur le déficit budgétaire. Loin d'être révolutionnaire, cette arrivée marque surtout l'avènement de la politique de réformes dont la seule caractéristique est de traiter, d'une même main, l'ensemble des

⁴ Suite à l'abandon par la Grande-Bretagne de l'étalon-or, les Etats-Unis tentent de limiter les effets déflationnistes en agissant sur la contraction du crédit par la création du *National Credit Corporation* en 1931 (un fonds de 500 millions de dollars en souscription). Quelques mois plus tard, un projet de loi vise à étendre le crédit puis la Réserve fédérale intervient sur l'*open-market* pour racheter les fonds d'Etat. Malgré des effets sur les premiers mois de l'année 1932, les faillites augmentent à nouveau dès juin 1932 et le chômage touche à la fin 1932 un américain sur quatre (soit 12 millions en 1932 contre 8 en 1931).

⁵ Le programme de relance du New Deal s'est d'ailleurs fait en dehors du NBER, celui-ci n'ayant apporté qu'une contribution fort modeste à sa mise en place. Le contraste est grand entre le silence des responsables du NBER (W.C. Mitchell notamment) et la dégradation rapide de la conjoncture. Certes, des économistes (Wagemann, par exemple) se rendent rapidement compte que la situation économique était devenue tout à fait anormale, que le système des prix ne jouait plus son rôle de régulation et que, vu l'évolution générale prise par les indicateurs économiques, des mesures d'urgence et de grande envergure s'imposaient. Ceci demandait de rompre avec la politique orthodoxe d'abaissement systématique des prix qui ne pouvait qu'aggraver la situation. Wagemann propose, par exemple, en 1932, un plan de relance préconisant une augmentation des dépenses publiques et de grands programmes de travaux publics. Ce plan fut rejeté par le Cabinet de Hoover et, chose inhabituelle, il fit l'objet d'une pétition de rejet signée par une trentaine d'économistes.

aspects de la vie économique et sociale tout en considérant que la puissance publique a un rôle déterminant dans la construction d'une issue à la crise (Rocca, 1994, 2010). En fait, l'intervention de l'administration Roosevelt marque la prise en compte de l'inadaptation d'une régulation économique exclusivement concurrentielle qui conduit à une accumulation intensive et à un désastre social induit par l'effondrement des prix et les fermetures d'usines. Or, c'est précisément le modèle d'économie défendue, explicitement et pied à pied, par l'économiste libéral des années 1920.

L'initiative se manifeste dès lors sur la forme et sur le fond. Autant Hoover proposait des institutions pour aider à une régulation des problèmes de financement de l'économie, autant Roosevelt suite à la fermeture momentanée des banques «*holiday bank* » de 1933 mis en place une réforme impérative par des institutions de réorganisation du marché bancaire : fermeture, fusion, réorganisation des règles de marché et contrôle des actions sont imposées. Sur le fond, l'enjeu est encore plus élevé pour la société américaine (et conduira d'ailleurs aux tentatives d'assassinat sur Roosevelt). Aucun des domaines de la vie économique américaine n'est épargné. Notamment, sans plan d'ensemble pré-pensé, la revue des actions publiques va jusqu'à redéfinir les nouvelles règles du partage- salaire-profit (Dubreuil, 1934). On voit bien qu'il n'est plus question de doctrines ni même de validation théorique des stratégies d'action. L'action s'impose donc sous la pression des événements et se voit guidée par la volonté de correction des déséquilibres les plus patents (celui des richesses). Par la pratique et le souci d'agir, un franchissement doctrinal, jusque là impensable, s'opère assez aisément : l'Etat entre dans l'économie et le restera même pendant le second New Deal qui s'ouvre après l'échec de Roosevelt devant la Cour Suprême le 27 mai 1935 et le 9 mai 1936 (Rocca, 1994). La pensée économique est comme absente, au mieux inutile, au « point bas » de la crise.

Une *discipline*, c'est-à-dire un ensemble de règles de fonctionnement et d'ordre dans la société, se forme, et institue une nouvelle conception du régime capitaliste qui se forme aux Etats-Unis mais également en France, en Allemagne ou en Belgique (Rosier et Dockes, 1988, p.180) : un capitalisme dans lequel l'Etat est au cœur de la régulation. Pour reprendre une catégorie schumpéterienne, cette discipline favorisera l'adoption d'une « *ordre capitaliste* », c'est-à-dire un ensemble d'institutions, de valeurs et d'attitudes qui structurent la société capitaliste et qui permettent au « *système capitaliste* » (crédits, innovations, ..) de fonctionner (Potier, 2012). Jusqu'en 1936, la plupart des mesures de l'Administration Roosevelt sont ainsi obligatoires. Cette conception n'est naturellement ni préalablement pensée ni, à fortiori, déroulé selon un schéma théorique. Pourtant, quelques rares économistes –très minoritaires et souvent suspects de volontés collectivistes- ouvrent dès 1930 de nouvelles pistes.

Trois idées fondamentalement nouvelles se « lancent » dès le début des années 1930 et seront, beaucoup plus tard, les lignes de force d'un nouveau paradigme de la pensée économique. La plus connue, le multiplicateur keynésien ouvrira, malgré sa première version contestable car plus allusive que théoriquement convaincante (Kahn, 1931 et Clark, 1935), la voie aux politiques budgétaires d'accompagnement de la croissance fordiste. On voit bien là le dépassement explicite des enseignements des tenants de l'approche cyclique du mouvement économique. Enfin, la montée des propositions « *planistes* » et des règles d'une « *économie dirigée* » (Dobb, 1933 et Nogaro, 1935) manifestent déjà les volontés de créer une économie qui ne pourra être que mixte pour être efficace.

II/ LA « REVOLUTION KEYNESIENNE » : UN NOUVEAU PARADIGME ?

Cette partie a un double objet. Dans un premier temps, elle s'intéresse à l'influence exercée par la théorie de John Maynard Keynes au cours de la phase de questionnement et de renouvellement de la science économique des années 1930. La « révolution keynésienne » est un mouvement plus complexe qu'il n'y paraît. Elle trouve son origine avant la grande crise et elle n'est qu'un des éléments de l'émergence d'un nouveau paradigme fondé sur l'interventionnisme étatique. Ceci permet, dans un second temps, d'identifier et de formaliser trois dynamiques conjointes qui, sous l'effet de la crise, ont contribué à affaiblir le « paradigme » essentiellement néoclassique et libéral antérieur à la crise et à faire éclore le nouveau « paradigme » interventionniste qui caractérisera l'après-guerre.

A/ LES ANNEES 1920 : LA RUPTURE INABOUTIE ET L'INFLUENCE POLITIQUE

Le combat de Keynes contre l'économie dominante – ce qu'il désignera plus tard « l'économie « classique » - est difficile à dater. Il est néanmoins évident qu'il ne date pas des années 1910. A cette époque, Keynes est orthodoxe.⁶ Mais il est tout aussi évident qu'il n'attend pas la crise des années 1930. Son combat est déjà virulent dans les années 1920. Le véritable basculement s'opère entre 1921 et 1925, rappelle B. Gazier (2009, p.14). C'est en effet à cette époque que Keynes s'éloigne définitivement de la tradition économique marshalienne qui constitue le socle de la science

⁶ Ses écrits - par exemple *Indian Currency and Finance*, publié en 1913 -l'attestent. Ses prescriptions pour le Trésor et la haute administration britannique –par exemple le *currency board* qu'il imagine pour l'intervention alliée en Russie en 1919 (Ponsot 2002) – servent de référence pour les économistes les plus libéraux, encore aujourd'hui.

économique britannique depuis le début du siècle. La rupture est d'autant plus brutale que Keynes a été formé par Marshall et ne parviendra véritablement à se délivrer de son emprise qu'à la mort de celui-ci en 1924⁷. Le combat de Keynes contre la théorie dominante est fortement orienté contre les économistes de la haute administration britannique qui prône des politiques déflationnistes bien avant la crise de 1929. Le retour coûte que coûte à la parité-or de l'avant-guerre est une absurdité selon lui. Ses cibles privilégiées sont les économistes du Ministère des Finances.

Les critiques de Keynes se heurtent à de vives oppositions mais elles sont convaincantes. Ses thèses radicales emportent une forte adhésion du Parti Libéral. Keynes est le conseiller économique de Lloyd George qui affronte les élections de 1929 avec un programme économique et social novateur. Il participe personnellement à la rédaction du Livre jaune (1928) et du Livre orange (1929) du Parti libéral qui font office de programme et prônent une prise en main des affaires économiques par l'Etat, à travers notamment un « conseil de l'investissement national ». Lloyd George est convaincu par Keynes de la nécessité et de la possibilité de parvenir au plein emploi. Il ne sera pas élu mais Keynes a imprimé sa marque et il est sans conteste l'économiste britannique le plus influent à cette époque. Pourtant, on ne peut pas encore parler de théorie économique keynésienne aboutie capable de dépasser la théorie économique standard. Bref, comme le note G. Dostaler, « [...] les politiques keynésiennes sont formulées avant la théorie qui leur servira de fondement » (Dostaler, 2005, p.209).

La crise de 1929 et la Grande Dépression des années 1930 qui s'ensuit vont rapidement aboutir à la configuration inverse. Au début des années Trente, Keynes perdra de son influence dans le débat public et sur le *policy maker*, alors même qu'il est en train d'édifier la théorie qui ébranlera la théorie néoclassique dominante. Au-delà du rejet de la nouveauté par le *policy maker* et surtout par l'économiste standard, la difficulté rencontrée par l'hétérodoxie keynésienne pour s'imposer tient à l'incapacité de mener une stratégie de persuasion efficace et s'inscrivant dans la durée. La capacité de persuasion, si chère à Keynes, est en net retrait à partir du début des années trente. Ces difficultés tiennent à Keynes lui-même qui a de plus en plus de mal à imposer ses vues dans les milieux politiques, les instances de la haute administration, les cercles académiques ou même dans la presse. Elles s'expliquent aussi par la perte d'influence des réseaux auxquels il appartient.

B/ 1929-1937 : LE « TRIOMPHE DU DOGME SUR LA PENSEE »

⁷ Keynes a été l'exécuteur testamentaire de Marshall et lui rend un vibrant hommage à ses obsèques.

Le début de la crise ne favorise pas l'émergence d'un nouveau paradigme en science économique. Bien au contraire, il encourage chacun à camper sur ses positions. Les économistes « orthodoxes » considèrent que la crise n'illustre que des dysfonctionnements et déséquilibres passagers qu'il convient de corriger par un retour aux fondamentaux et donc des politiques d'austérité. Les « hétérodoxes », tels que Keynes, considèrent que la crise économique est aussi une crise de la science économique et qu'il convient donc de la rénover en profondeur. C'est dans cette opposition que s'inscrit la controverse entre Keynes et la *Treasury View*. Selon cette dernière, la discipline budgétaire et monétaire est la seule solution pour résorber la crise, toute politique expansionniste risquant de générer de l'inflation. Les chances de Keynes de convaincre les avocats de la *Treasury View* étaient bien minces car les conceptions en jeu s'opposaient non seulement sur le diagnostic mais également sur les effets supposés des politiques menées pour combattre la crise (Bridel 2012). Ainsi, plus Keynes jouait les Cassandre en annonçant des demains catastrophiques, moins ses chances de convaincre étaient grandes.

Sur un plan plus politique, Keynes devient à cette époque « sans domicile fixe », pour reprendre l'expression très juste donnée par le biographe Skidelsky (1994, p.436). Le Parti Libéral, instance politique dont Keynes est le plus proche, cesse formellement d'exister en octobre 1931, en ne regroupant plus que trois parlementaires autour de Lloyd George. Keynes ne peut pas non plus s'appuyer complètement sur le *Labour* qui devient majoritaire avec les élections de mai 1929 mais doit composer avec les conservateurs⁸. Keynes a d'ailleurs toujours pris ses distances avec le parti travailliste en raison de ses accointances avec la lutte des classes, principe qui suscite un rejet viscéral de la part de Keynes. Le nouveau gouvernement dirigé par MacDonald ne met pas pour autant Keynes sur la touche. Bien au contraire. Le Premier ministre le reçoit à déjeuner et le nomme membre de deux commissions économiques importantes : la Commission Macmillan et l'Economic Advisory Council. Malgré l'énergie déployée, Keynes n'exercera cependant qu'une influence modeste dans ces deux commissions.

La commission Macmillan (novembre 1929) est en charge de proposer des solutions pour renforcer les finances et l'industrie. Elle trouve son origine dans l'influence exercée par Keynes sur l'opinion publique de l'aveu même du gouvernement. Keynes croit alors qu'il « redevient à la mode » comme il l'explique dans une lettre adressée à Lydia Lopokova (Dostaler, 2005, p. 344). Ses principales interventions ont lieu en 1930 et consistent en une présentation claire et brillante des thèses

⁸ Le travailliste le plus keynésien, Mosley, n'est d'ailleurs plus parlementaire et s'en est allé créer le *British Union of Fascists*, ce qui ne facilite pas la diffusion de la pensée keynésienne.

développées dans le *Treatise on Money* en cours de publication. Il en arrive à la conclusion que la crise et la montée du chômage (10 % en 1929, 21,5% en 1931) ne trouvent pas leur origine dans les salaires et le système d'assurance chômage mais dans une mauvaise adéquation entre l'épargne et l'investissement. Comme il l'explique clairement à travers la « parabole des bananes », Keynes montre que seul l'investissement est générateur de croissance et que l'excédent d'épargne sur l'investissement aboutit au chômage. Il rejette alors la politique défendue par la plupart des économistes et *policy makers* de l'époque, consistant à réduire les salaires pour relancer l'emploi et prône une politique de stimulation de l'investissement comme meilleure solution pour sortir de la dépression. Keynes, en tant que conseiller, préconise également d'autres solutions, telles que le protectionnisme modéré, mais elles sont des solutions de second choix. Sa préférence va à la relance par l'investissement car celui-ci exerce un effet cumulatif. Cette thèse est d'autant plus difficile à faire accepter que Keynes n'est malheureusement pas encore capable de démontrer complètement les effets sur l'emploi d'une politique de dépenses d'investissement public financées par l'emprunt. Ce n'est d'ailleurs pas Keynes, mais un de ses anciens élèves, Richard Kahn, qui sera le premier à fournir une mesure claire de ce que l'on appellera plus tard le « multiplicateur keynésien » dans un article de l'*Economic Journal* en 1931⁹.

Keynes joue un rôle très actif dans l'*Economic Advisory Committee*. Il initie et préside le comité du diagnostic économique dont la principale tâche est de fournir une évaluation précise de la situation économique et des préconisations de politiques économiques. Keynes sait que le rapport final devra être consensuel malgré les divergences des membres du comité. Keynes bien qu'habitué à ce type d'exercice, sous-estime la vive opposition de ses collègues à ses thèses. Quatre questions l'opposent fortement à ses collègues Robbins et Henderson à propos des mesures de sortie de crise. Keynes est favorable à une politique tarifaire¹⁰ ; il est défavorable à une politique de baisse des coûts, en particulier des salaires ; il recommande une augmentation des dépenses publiques et non une diminution ; enfin, il préconise une baisse des taux d'intérêt qu'il juge trop élevés. Le rapport publié le 24 octobre 1930 reflète d'importantes concessions de la part de Keynes. Seul le volet des mesures tarifaires figure en bonne place. C'est donc aussi du côté des économistes les plus influents de Grande-Bretagne que Keynes a rencontré d'importantes difficultés de persuasion au début des années 1930.

⁹ On peut cependant considérer avec G. Dostaler (2005) que la thèse du multiplicateur avait déjà été explorée par Wicksell, mais aussi par d'autres étudiants de Keynes que Richard Kahn, voire par Hawtrey, par ailleurs théoricien de la *Treasury View*.

¹⁰ Il s'agit en réalité d'une solution de second rang. Keynes considère qu'il serait préférable d'entamer une dévaluation de la livre sterling, mais que son impossibilité immédiate oblige à se replier sur des solutions protectionnistes.

Keynes n'a pas non plus un accès aussi aisé à la presse que dans les années 1920. Ses chroniques et articles sont plus difficilement publiés. Il ne peut plus s'appuyer sur le *New Stateman* comme caisse de résonance. Ses interventions les plus marquantes ne s'inscrivent plus seulement dans une démarche offensive ; elles relèvent davantage d'une démarche défensive consistant à contrer les idées du paradigme « classique » qui inspirent encore les dirigeants britanniques. C'est dans cette perspective que s'inscrit par exemple le débat contradictoire à propos des dépenses publiques dans les colonnes du *Times*, en octobre 1932, opposant Keynes et Pigou, c'est-à-dire une partie de Cambridge, à Robbins et Hayek, c'est-à-dire la London School of Economics. Les réseaux intellectuels de Keynes connaissent un sort similaire. Les clubs et groupes de réflexion qu'il anime où dont il est membre perdent aussi de leur influence¹¹ au profit des lobbies et cercles d'influence conservatrice du milieu des affaires qui ont pris une place croissante avec la montée de la crise. Les thèses « protectionnistes » de Keynes (Keynes 1933) ne trouvent pas non plus un écho très favorable (Tortajada 2009). Il faut dire que Keynes a du mal à apparaître convaincant dans la mesure où il a eu des positions changeantes sur le sujet au cours de sa carrière, y compris dans les années 1930. Favorable au libre-échange dans sa jeunesse, ce n'est que très progressivement qu'il a évolué vers la conception d'un protectionnisme « garde-fou du système économique » (Maurin 2010). Alors même qu'il préconise certaines protections pour enrayer le chômage en Grande Bretagne, il défend une réduction des barrières tarifaires au cours des discussions de la *World Economic Conference* de 1932-33 (Moggridge 1995, p.575).

Londres n'a pas eu l'exclusivité de la rigueur économique. La plupart des gouvernements ont maintenu des politiques d'austérité face à la crise. L'immobilisme et le conservatisme économique étaient de mise au nom du maintien des grands équilibres : « Le rejet à la fois d'une politique fiscale (impôts et dépenses) et d'une politique monétaire équivalait au refus de toute politique économique constructive de la part du gouvernement. Les conseillers économiques de l'époque avaient à la fois l'unanimité et l'autorité pour forcer les chefs des deux partis à désavouer toutes les mesures possibles pour arrêter la déflation et la crise. Dans son genre, ce fut une réussite remarquable – le triomphe du dogme sur la pensée. Les conséquences en furent profondes (Galbraith, 2009, p.260).

C/ KEYNES, LES ETATS-UNIS ET LE NEW DEAL

¹¹ Les réunions du *Tuesday Club* sont de plus en plus espacées.

Conscient de son désaveu en Grande Bretagne, Keynes entreprend alors de diffuser ses idées à l'étranger. L'édition en 1930 du *Treatise on Money*, limitée à une poignée de pays, incitera Keynes à élargir la liste des éditions internationales de son prochain ouvrage, la Théorie Générale. La démarche passe aussi par la multiplication de séjours dans les pays en crise où Keynes va multiplier les conférences et interventions. L'exemple le plus évident est celui des deux séjours de plusieurs semaines réalisés par Keynes aux Etats-Unis en 1931 et 1934. Lors du premier séjour qui débute en juin 1931, les thèses de Keynes en faveur d'une intervention publique pour rétablir le plein emploi trouvent un écho plutôt favorable auprès d'une partie de la communauté académique américaine. En particulier auprès de J. Viner et certains économistes de *la New School for Social Research* de New York – qui deviendra plus tard le temple de l'hétérodoxie – et de l'université de Chicago – qui elle deviendra le temple de l'orthodoxie - où il est invité au colloque annuel de la Harris Foundation¹² (Leeson, 2003).

Keynes rencontre aussi les dirigeants de la Réserve Fédérale et constate avec satisfaction qu'ils sont a priori favorables à une politique de « monnaie bon marché et de crédit abondant » ; mais il regrette qu'ils ne passent pas à l'acte à cause de l'influence néfaste exercée par les « prétendus économistes » qui les conseillent. Keynes estime que 10% des banques américaines sont insolvables et que cette situation est une entrave importante à la reprise. A la fin de son séjour, il n'est guère optimiste et ne croit plus à une reprise de l'économie mondiale tirée par les Etats-Unis. Sa rencontre avec le président Hoover reste sans effet.

L'élection de F.D. Roosevelt en 1933 offre à Keynes une nouvelle opportunité de persuasion outre-Atlantique. Keynes ne se contente pas d'écrire une lettre à Roosevelt – publiée le 31 décembre dans le *New York Times* -, il va le rencontrer personnellement à Washington en mai 1934. Il exprime son enthousiasme au président à propos des mesures associées au New Deal. Elles s'inscrivent en effet dans la perspective de relance budgétaire défendue par Keynes. Cette rencontre n'en demeure pas moins un échec car en aucun cas Keynes n'aura exercé une quelconque influence sur la politique de Roosevelt. Pour au moins deux raisons. Tout d'abord, le programme de Roosevelt n'a pas attendu les recommandations de Keynes pour être activé. Il relève plus d'une démarche pragmatique, et s'il faut lui trouver des influences théoriques, celles-ci sont plus à trouver du côté des économistes institutionnalistes américains – dont Keynes apprécie les travaux –, voire du côté de l'Ecole de Stockholm. Ensuite, Roosevelt n'a pas du tout tenu compte de sa discussion avec Keynes lui recommandant d'accélérer les réformes et de mener un programme de dépenses publiques plus

¹² Pour une lecture et un commentaire en français de ces conférences, voir le premier numéro de la *Revue Française d'Economie* (Keynes 1931).

ambitieux. Keynes ne se décourage pas et persévère dans sa démarche. Il écrit une nouvelle fois à Roosevelt quatre ans plus tard pour l'inviter à nationaliser une partie de l'économie américaine et multiplier les investissements publics. En vain.

D/ LES TROIS DYNAMIQUES A L'ŒUVRE DANS LE CHANGEMENT DE PARADIGME

Les difficultés rencontrées par Keynes pour imposer ses idées « révolutionnaires » auront paradoxalement pour effet de renforcer la volonté et la capacité de persuasion de Keynes sur le plan théorique. Elles sont indirectement un catalyseur de la publication, en 1936, de la Théorie Générale, l'ouvrage théorique le plus influent de Keynes. Comme le note Skidelsky : « [Keynes] apparaît certes comme une figure plus isolée dans les années 1930 que dans les années 1920, mais il trouvera dans cet isolement l'espace et la disponibilité nécessaires à la rédaction de son ouvrage majeur » (Skidelsky, 1992, p.436). L'influence de la Théorie Générale demandera du temps mais elle sera bien réelle. Elle s'exercera à deux niveaux : 1/ au niveau académique, avec l'intégration progressive de la théorie keynésienne dans la théorie économique, à partir des travaux de Hicks en 1937 et qui mèneront à la « synthèse » et au modèle IS/LM ; 2/ au niveau des politiques économiques avec l'adoption systématique des principes de politiques économiques développés par Keynes, à partir de 1939, au Canada, mais surtout après la seconde guerre mondiale.

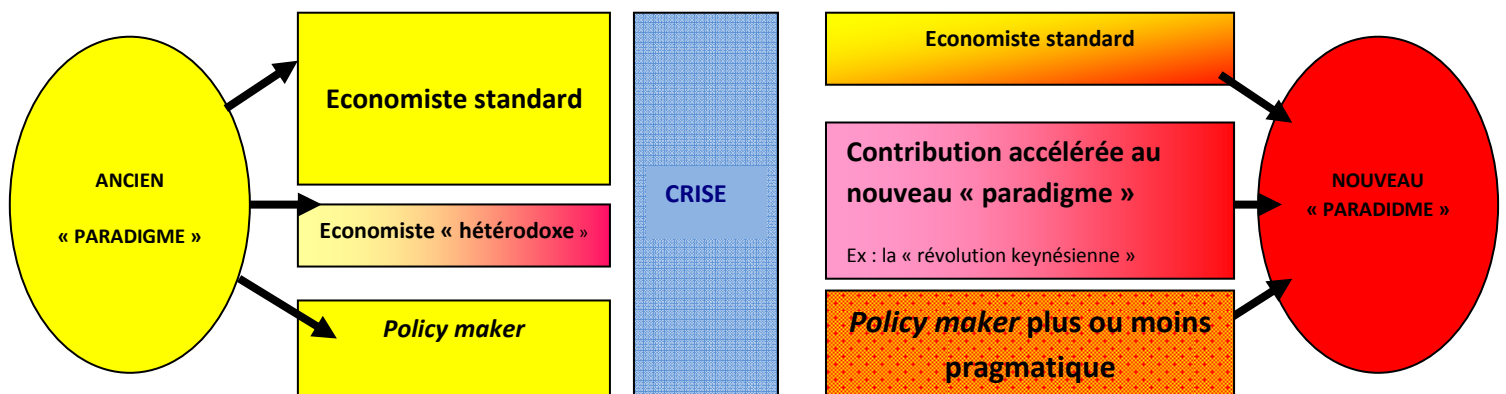
Notre détour par l'histoire économique et l'histoire de la pensée n'a pas été inutile. Il fait apparaître que les difficultés rencontrées par Keynes pour imposer sa théorie coïncident avec les difficultés de la théorie standard à évoluer sous l'effet de la crise et la mise en œuvre de politiques économiques innovantes (New deal). Dès lors, il convient de nuancer la conception de la révolution scientifique kuhnienne selon laquelle la crise serait susceptible d'induire des avancées théoriques nouvelles qui contribueraient à l'émergence d'un nouveau paradigme - et, partant, influenceraient la mise en œuvre de politique de sortie de crises innovantes (hétérodoxes) par les *policy makers*.

Certes la crise des années 1930 a favorisé l'éclosion de la « révolution keynésienne ». Mais son émergence est antérieure à la crise et le renouvellement théorique fut difficile et n'a pas suivi un processus simple. Quant au *policy maker* initiateur de politiques innovantes de sortie de crise (par exemple Roosevelt aux Etats-Unis), il a davantage été guidé par le pragmatisme et la nécessité d'apporter des réponses concrètes à la crise que par les prescriptions de la nouvelle théorie économique en gestation. Ainsi, la crise des années 1930 a-t-elle conduit à un découplage théorie

économique / politique économique complexe s'appuyant sur la concomitance de trois dynamiques à l'œuvre :

- le renouvellement long et difficile de la pensée standard ;
- l'émergence non moins douloureuse d'éléments théoriques hétérodoxes ;
- la mise en action de politiques publiques innovantes.

Le nouveau « paradigme » adopté tient donc à un résultat combiné de trois dynamiques et notamment au renouvellement de la pensée standard qui n'est pas, comme l'aurait supposé Popper « rejetée par falsification » au moment de la crise. Par suite, on ne peut se satisfaire pleinement de la présentation stylisée de la « révolution scientifique » de Kuhn qui considère, in fine, que la mise en échec du cadre scientifique dominant par une anomalie (la crise) suffit à créer les conditions d'adoption d'un nouveau cadre par résolution de problèmes. Le processus de renouvellement de la pensée est non seulement composite mais surtout dépend d'un fort découplage faits/théories. Le schéma ci-dessous fournit, en définitive, une présentation synthétique de l'intensité des forces qui concourent à la constitution de ce nouveau « paradigme » :



CONCLUSION

L'analyse proposée de l'articulation entre science économique et politique économique lors de la crise des années 1930 permet d'identifier trois facteurs essentiels dans le processus de remise en

question de la théorie économique sous l'effet de la crise. Tout d'abord l'économiste standard. Dans un premier temps, celui-ci n'est pas en mesure d'expliquer la crise à travers sa grille de lecture théorique. Il persiste à préconiser des remèdes conformes à la théorie standard, en dépit de leur inefficacité. Ce n'est que très progressivement que l'économiste standard entreprend une remise en cause de ses préceptes théoriques et se détache du paradigme dominant antérieur à la crise. Avec le temps, l'économiste standard est amené à relâcher des hypothèses de base de son modèle théorique, quitte à intégrer des éléments issus de travaux hétérodoxes. Les travaux de la synthèse néoclassique menés dans les prolongements des travaux de Hicks à partir de 1937 s'inscrivent dans cette perspective.

Il y a ensuite l'économiste hétérodoxe. Le positionnement de ce dernier n'est en rien redevable à la crise. Son opposition marquée au paradigme dominant est antérieure à la crise. Mais cette opposition n'est pas seulement d'ordre théorique. L'économiste hétérodoxe est souvent accusé de jouer les Cassandre lorsqu'il met en évidence les limites, les insuffisances ou les contradictions du monde économique réel avant même le déclenchement de la crise. Une fois la crise engagée, son rôle n'est pourtant pas plus aisé. Sa contribution au renouvellement de la pensée économique et à l'émergence d'un nouveau « paradigme » est compliquée. Cette contribution n'a pas des effets instantanés, elle a besoin de temps pour s'imposer. Quant à l'influence de ses thèses hétérodoxes sur les politiques de sortie de crise, elle est loin d'être garantie, en particulier lors de la crise.

Le troisième acteur est le *policy maker*. Son désarroi face à l'ampleur de la crise ne lui laisse que deux choix possibles. Le choix conservateur consiste à s'engager avec vigueur et conviction dans des politiques orthodoxes conformes au « paradigme » dominant. Le choix audacieux consiste à tester d'autres politiques économiques sans a priori idéologiques, ce fut le cas du New deal, mais pas uniquement. Ces « pirouettes », pour reprendre l'expression de M. Seccareccia (2013, p.2) relèvent néanmoins davantage du pragmatisme que d'une volonté de se détacher coûte que coûte des prescriptions standard. L'influence des travaux hétérodoxes de l'époque est mince, on l'a vu. Néanmoins, à travers les politiques innovantes qu'il met en action, le *policy maker* audacieux contribue indirectement et involontairement, mais assez substantiellement, à l'émergence du nouveau « paradigme ».

Quels enseignements peut-on tirer de cette analyse pour la crise actuelle ? Assiste-t-on aujourd'hui à un découplage théorie économique / politique économique de même nature ? Les trois dynamiques à l'œuvre dans le processus d'évolution de la science économique confrontée à la crise des années 1930 ont-elles ressurgi avec la crise globale déclenchée en 2007 ? Il est frappant de constater a priori la ressemblance entre la crise des années 1930 et la crise actuelle. Dans les deux cas, la crise est

précédée par une période marquée par un mouvement de fuite en avant dans l'application des préceptes économiques libéraux : « la tentative ultime et désespérée de rétablissement du marché » (Dardot & Laval 2009 p.149) dans le libéralisme des années 1920 ; la libéralisation et la financiarisation accélérées dans le néolibéralisme des années 1990 et 2000. Dans les deux cas, la crise est révélée par un choc financier de grande ampleur aux Etats-Unis (crise boursière en 1929 ; crise des subprimes en 2007) ; les *policy makers* tentent alors, tant bien que mal, de sortir de la crise en innovant et en explorant des nouvelles voies. Il demeure cependant une différence majeure : tandis que la crise des années 1930 a favorisé l'éclosion d'un nouveau paradigme, il ne semble pas que l'on en prenne la voie pour l'instant. Aujourd'hui, les instruments et politiques de sorties de crise sont soit considérés comme des anomalies provisoirement nécessaires (on parle de mesures « non conventionnelles » pour justifier les interventions « exceptionnelles » des Banques centrales), soit comme un retour à des solutions renvoyant à un paradigme ancien (retour des politiques dites « keynésiennes »).

Références bibliographiques

- AGLIETTA M. (1976) *Régulation et crises du capitalisme*, Odile Jacob, Paris.
- AGLIETTA M. (2008) *La Crise*, Editions Michalon, Paris.
- BELL D. et KRISTOLL I. (1986) *Crise et renouveau de la théorie économique*, Bonnel-Publisud.
- BOSSERELLE E. (2012) La croissance économique dans le long terme : S. Kuznets Vs. ND Kondratieff. Actualité d'une controverse apparue dans l'entre-deux-guerres. Communication présentée au *XIVème Colloque de l'Association Charles Gide pour l'étude de la pensée économique*, Nice, 7-9 juin.
- BOYER R. (1979) « La crise actuelle: une mise en perspective historique », *Critique de l'économie politique*, Avril-Septembre
- BOYER R. (2008) « Une crise tant attendue. Leçons d'histoire pour économistes », *Prisme* N° 13, Centre Cournot pour la Recherche en économie.
- BRIDEL P. (2012) Keynes et la «Treasury View»: ou, de l'usage de l'histoire de la macroéconomie dans le débat sur les plans de relance américains, communication présentée au *XIVème Colloque de l'Association Charles Gide pour l'étude de la pensée économique*, Nice, 7-9 juin.
- CASSEL G. (1923) *Theory of Social Economy* T. Fisher Unwin, Londres.
- CASSEL G. (1936) *The Downfall of the Gold Standard*, The Clarendon Press, Oxford.
- CLARK J.M. (1935) *Economics of Planning Public Works*, National Planning Board of the Federal Emergency Administration of Public Works, New York.
- DARDOT P. ET LAVAL C. (2009) *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, La Découverte, Paris.
- DEBLOCK C. (2000) « La prévision économique et la méthode des baromètres économiques dans l'entre-deux-guerres », In Jean-Pierre Beaud et Jean-Guy Prévost (dir.), *L'ère du chiffre. Systèmes statistiques et traditions nationales*, Les Presses de l'Université du Québec, pp. 357-410.
- DI RUZZA R. (1988) *Eléments d'épistémologie pour économistes. La dernière instance et son ombre*, Coll. Libres Cours, PUG, Grenoble.
- DOBB M. (1933) Economic Theory and the Problem of a Socialist Economy. *The Economic Journal*, 1933.
- DOSTALER G. (2005) *Keynes et ses combats*, Albin Michel, Paris.
- DUBREUIL H. (1934) *Les codes de Roosevelt et les perspectives de la vie sociale*, Coll. Les Ecrits, Grasset, Paris.
- FEYERABEND P. (1979) *Contre la méthode. Esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance*, Le Seuil, Paris.
- FISCHER I. (1988) La théorie des grandes dépressions par la dette et la dépression, *Revue Française d'Economie* Volume 3 N°3, pp.159-182 (traduction de l'article de 1933).
- FITOUSSI J.P. (2001) *L'enseignement supérieur des sciences économiques en question*, Rapport au ministre de l'Éducation nationale, Fayard, Paris.
- GAZIER B. (1989) *La crise de 1929*, PUF.
- GUESNERIE R. (2008) *Rapport au Ministre de l'Éducation nationale de la mission d'audit des manuels et programmes de sciences économiques et sociales du lycée*, 28p.
- GUITTON H. (1971) *Les mouvements conjoncturels*, Précis Dalloz, Paris.
- GORONWY R (1972) *La Grande Crise de 1929. Le capitalisme remis en question*, Coll. Histoire du XXème siècle, Albin Michel, Paris.
- HABERLER G. (1943) *Prospérité et Dépression. Etudes théoriques des cycles économiques*, Sociétés des Nations, Genève.
- HAWTREY R.G. (1931) *Trade Depression and the Way Out*, London, New York, Longmans, Green.

- HEFFE J. (1991) *La Grande Dépression, Les Etats-Unis en crise (1929-1933)*, Coll. Histoire, Gallimard-Juliiard, Paris.
- HUTTER (1939). Sur le New-Deal, *Annales d'Histoire Sociale*, 1^{ère} année, pp. 435-437.
- KAHN R.F. (1931) The Relation of Home Investment to Unemployment, *The Economic Journal*, June.
- KEYNES J.M. (1913) *Indian Currency and Finance*, The Royal Economic Society, London.
- KEYNES J.M. (1930) *A Treatise on Money: The Pure Theory of Money and The Applied Theory of Money*. Complete Set, Martino Fine Books (Edition 2011).
- KEYNES J.M. (1931) Harris Lectures. In: *Revue Française d'Economie*. Vol.1 N°1, 1986. pp. 127-158.
- KEYNES JM (1933), National Self-Sufficiency, *The Yale Review*, 22.4, p. 755 –769.
- KEYNES, JM (1936), *The General Theory of Employment, Interest and Money*, A Harvest Book (Edition 1964).
- KUHN T.S. (1962) *La structure des révolutions scientifiques* Champs Flammarion, Paris (Edition 1983).
- KUHN T.S. (1970) *The Structure of Scientific Revolutions*, The University of Chicago Press, 2^{ème} Edition.
- KUZNETS S. (1935) *Relations between Capital Goods and Finished Products in the Business Cycles*, Economic Essays in Honour of Wesley Clair Mitchell, Columbia University Press, New York.
- LAKATOS I. (1978) “The Methodology of Scientific Research Programms”, *Philosophical Paper*, Vol 1.
- LASCAUX R (1935) La crise et le problème monétaire, Coll. Histoire du Travail et de la vie économique, Ed. Moutaigne, Paris.
- LEESON R. (2003) *Keynes, Chicago and Friedman*, Pickering & Chatto, Londres.
- LORDON F. (2008) *Jusqu'à Quand ? Pour en finir avec les crises financières*, Editions Raisons d'agir, Paris.
- LORENZI J.H., PASTRE O. et TOLEDANO J. (1980) *La crise du XXème siècle*, Economica, Paris.
- LUDWIG E. (1938) *Roosevelt. Essai sur le bonheur et le pouvoir*, Plon, Paris.
- MARSEILLE, J. (2010) La crise en France ? Quelle crise ? *Le Point.fr* - Publié le 21 janvier.
- MAURIN M. (2010) J.M. Keynes, le protectionnisme et le libre-échange, *L'Actualité Economique* 86.1, pp.109-129
- MITCHELL W.C. (1913) *Business cycles*, University of California Press.
- MITNITZKY M. (1934) Effets d'une politique de travaux publics sur le mouvement des affaires et de l'emploi, *Revue Internationale du Travail*, octobre, Genève.
- MOGGRIDGE, D. (1995), *Maynard Keynes: An Economist's Biography*, Routledge, Londres.
- NERE J. (1989) *Les crises économiques au XXème siècle*, A. Colin, Paris
- NOGARO B. (1935) *La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains* Librairie générale de droit et de jurisprudence, 2e édition, Paris.
- PEYREGA J. (1943) *La politique de grands travaux devant la théorie économique*, Sirey, Paris.
- POPPER K. (1973) *La logique de la découverte scientifique*, Payot, Paris.
- PONSOT J.-F. (2002) Keynes and the 'National Emission Caisse' of Northern Russia: 1918-1920, *History of Political Economy* 34.1, pp.177-206.
- POTIER J.P. (2012) Joseph A. Schumpeter et la conjoncture économique des années 1930-1940 : dépression, stagnation ou signe avant-coureurs du déclin du capitalisme ?, communication présentée au *XIVème Colloque de l'Association Charles Gide pour l'étude de la pensée économique*, Nice, 7-9 juin.
- ROBBINS L. (1935) *La Grande Dépression, 1929-1934*, Payot.
- ROCCA M. (1994) Grands travaux, crises et changements de structures : de l'apport keynésien à une approche régulationniste, communication au colloque *Economie historique. Bilan et perspectives*, Paris 1 & 2 décembre.

- ROCCA M. (2006) La mondialisation, le travail salarié et la question de la compensation In Berthaud P. et Kébabdjian G. (dir) *La question politique en économie internationale*, Paris, La Découverte, Coll. Recherches.
- ROCCA M. (2010) Crises, intervention publique et ordre économique : une lecture normative de l'expérience américaine de 1933, In Diemer A. et Dozolme S. (dir.) *Les enseignements de la crise des subprimes*, Ed. Cl. Juglar. Paris.
- ROSIER B. et Dockes P. (1988) *L'histoire ambiguë*, PUF, Paris.
- SECCARECCIA M. (2013) Budgetary Deficits and Overhanging Public Debt: Are They Obstacles or Instruments to Achieving Veritable Full Employment in Contemporary Market Economies? A Kaleckian/Institutionalist Perspective, communication à la conférence annuelle de l'*Association for Evolutionary Economics*, San Diego, 4-6 janvier.
- SCHUMPETER J.A. (1931) The Present World Depression: A Tentative Diagnosis, *American Economic Review*, 21.1, March.
- SCHUMPETER J.A. (1935) The Analysis of Economic Change, *Review of Economic Statistics*, Vol XVII, pp.2-10.
- SCHUMPETER J. A. (1939) *Business Cycles: A Theoretical, Historical and Statistical Analysis of the Capitalism Process*, MacGraw Hill, New-York and London.
- SHLAES A. (2008) *The forgotten man. A new history of the great depression*, Kindle Edition.
- SIGOGNE P. ET RICHES V. (1994) Genèse des indicateurs cycliques et maturation aux Etats-Unis, dans FITOUSSI J.P. et Sigogne P (dir) *Les cycles économiques*, Presses de la fondation Nationale des Sciences Politiques.
- SKIDELSKY R. (1992) *John Maynard Keynes – The Economist as Saviour 1920-1937*, Macmillan, Londres.
- TINBERGEN J. (1939) A Method and its Applications to Investment Activity, *Statistical Testing of Business Cycle Theories*, vol. 1, Service économique de la Société des Nations, Genève.
- TOPALOV C. (1988) « Régulation publique du capitalisme et propriété de masse du logement : la révolution hypothécaire des années 1930 aux Etats-Unis », *Economies et Sociétés*, Série R, N°3.
- TORTAJADA, R. (2009) *Commentaires de la Théorie générale de Keynes à sa parution*. Collection l'économie retrouvée. Paris : Presses universitaires du Septentrion.